

## Congrès AFSP Aix 2015

### ST8 Psychologie politique

Philippe Braud, IEP Paris (Cevipof) [ph.braud.paris@orange.fr](mailto:ph.braud.paris@orange.fr)

## Ambiguïtés et malentendus autour de la psychologie politique

Si commode qu'elle puisse paraître, l'expression : psychologie politique, peut prêter à quelque confusion. Elle semble suggérer soit un simple prolongement de la psychologie ou, au contraire, l'existence d'une discipline à part entière (face à la sociologie politique). La première opinion est difficilement soutenable non seulement en raison du fossé méthodologique qui sépare l'une et l'autre (on pense notamment à l'importance majeure des neurosciences dans la psychologie contemporaine) mais surtout en raison de la différence de leurs objectifs. La psychologie, quelles que soient ses diverses écoles, a une ambition explicative du comportement ou des états mentaux de *l'être humain en tant que personne singulière*, alors que la psychologie politique s'inscrit dans une perspective toute autre : l'élucidation de *phénomènes collectifs*. La psychologie politique ne peut non plus être considérée, au sein des sciences sociales, comme une discipline à part entière, du moins au sens rigoureux du terme. Il lui manque un objet propre puisque son terrain d'investigation, ce sont des phénomènes socioculturels et des pratiques politiques, qu'elle contribue sans doute à éclairer mais vis-à-vis desquels elle ne peut prétendre à aucune autonomie réelle de recherche. Elle constitue plutôt un certain regard sur la sociologie politique, un angle d'approche nourri d'emprunts partiels à un outillage conceptuel issu de la science des états mentaux<sup>1</sup>. *Champ académique interdisciplinaire*, elle exige, chez les imprudents qui s'y aventurent, un bagage intellectuel ouvert aussi bien à la sociologie qu'à la psychologie, sans oublier l'histoire puisque le poids des héritages mémoriels joue ici un rôle écrasant. En fait, et c'est la thèse de ce texte, si la psychologie politique peut revendiquer une quelconque identité, c'est dans l'attention accordée aux dynamismes émotionnels qui traversent la société ; des dynamismes fortement formatés par des dispositifs de pouvoir.

### 1). Le risque de réduire la psychologie politique à une psychologie du Sujet.

Toute sociologie politique suppose et pratique, souvent à son insu d'ailleurs, une psychologie implicite du comportement des êtres humains. En général celle-ci demeure dramatiquement pauvre et inarticulée : par exemple, pour l'individualisme méthodologique c'est la maximisation ou l'optimisation de l'intérêt matérialisable comme ressort quasi exclusif de l'action ; pour les théories de l'acteur rationnel c'est l'élimination tendancielle de tout biais émotionnel dans la problématique du calcul coûts/avantages ; avec le déterminisme

---

<sup>1</sup> Philippe Braud, « Political Psychology », in B. Badie, D. Berg-Schlosser, L. Morlino (Eds.), *International Encyclopedia of Political Science*, Londres, Sage, 2011, vol. VI.

bourdivin, c'est l'importance sous jacente du concept de « remise de soi », qu'il serve à expliquer les allégeances des dominés aux dominants ou, plus largement, l'effacement de la personne dans l'exercice du rôle social de l'agent. Ce constat autorise une première conclusion : il est vain de prétendre que les sciences sociales puissent se développer sans un minimum de prise en compte des logiques individuelles, d'ordre cognitif et émotionnel, qui fondent les pratiques collectives.

Cette nécessité d'une approche « psychologique » en science politique étant posée, le risque existe de se focaliser sur les caractéristiques personnelles des acteurs et d'en surestimer considérablement l'importance. En réalité, sur la scène politique, ce qui domine ce sont les « effets émergents » de comportements individuels agrégés, lesquels sont socialement conditionnés par des phénomènes de pouvoir (culturel, économique, politique). C'est ce travers de la focalisation sur le Sujet qui, dès le départ, a plombé en sciences sociales la respectabilité des travaux qui se réclamaient de la psychologie politique. Passons sur les excès de la « psychologie des peuples » (Wilhelm Wundt) ou de « la psychologie des foules » (Gustave Le Bon) qui anthropomorphisaient allègrement des entités collectives. Leur prodigieux succès dans le grand public, à la fin du XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle, ne s'explique que par la superficialité des analyses (chez Le Bon surtout), le recours à des raccourcis intellectuels vertigineux (Wundt, Tarde), le souci de séduire par des synthèses à bon marché ; et parfois des arrière pensées politiques nauséuses.

En apparence du moins les études consacrées à la psychologie des gouvernants peuvent revendiquer une meilleure légitimité. Il est en effet permis de penser que la personnalité des individus joue un rôle significatif sous deux conditions : soit dans le *style d'exercice* du pouvoir des dirigeants, soit dans *leurs décisions* en cas de concentration exceptionnelle de l'autorité entre les mains d'un seul. Mais il faut immédiatement introduire de sérieux *caveats*. Certes le rôle spécifique des individualités, est aisément perceptible dans le court terme et le micro-social, mais il se dilue largement dans le long terme et dans un espace élargi. Généralement survalorisé par les médias, il est souvent beaucoup plus apparent que réel, car les effets d'imputation (ou d'auto-imputation) d'une politique à une personnalité masquent des réalités essentielles, et pourtant banales : dans les sociétés modernes, les choix des gouvernants sont issus de processus décisionnels complexes, qui associent des dizaines voire des centaines de personnes ; ils sont toujours étroitement conditionnés par des rapports de force plus ou moins contraignants : barrières institutionnelles, résistances corporatives, nature et puissance des soutiens politiques, sans oublier les contraintes administratives, techniques et financières, la nécessité de ne pas donner prise aux adversaires, l'impact des pressions internationales, les limites de l'information pertinente, etc... S'agissant des décideurs suprêmes, les effets de la « pensée de groupe » (Irving Janis) jouent un rôle important, de sorte que, dans leur cas, le politiste devrait s'intéresser tout particulièrement aux dynamiques d'interaction émotionnelle qui lient les acteurs dans le cercle restreint du Pouvoir en dernière instance. Ce n'est que dans le cas où les facteurs de sens contraire s'équilibrent presque rigoureusement que la personnalité du décideur suprême peut jouer de façon significative dans un sens ou dans un autre. Mais ces situations sont rares même si l'opinion publique, les médias (et les dirigeants eux-mêmes) aiment à se persuader que les choix sont rapportables à une volonté humaine singulière. Certes, les dictateurs de la trempe d'un Hitler, d'un Staline, d'un Mao, constituent une catégorie de gouvernants bien spécifique mais il serait erroné de croire, même ici, à la totale indépendance de leur personnalité dans l'exercice du pouvoir. Eux aussi se doivent de ménager les forces qui les soutiennent (appareil répressif notamment). Surtout, pour une correcte compréhension de leur style psychologique, il faudrait prendre en compte les éléments d'ordre historique et conjoncturel, culturel et politique, qui

ont favorisé leur ascension, reformaté leurs dispositions psychiques à chaque étape de leur succès dans la carrière, et, au terme du processus, identifier les effets retours du culte de la personnalité qui ne peut manquer d'influencer l'exercice de leur pouvoir.

Si la psychologie politique devait se focaliser principalement sur les motivations personnelles des individus qui s'engagent en politique, participent aux processus décisionnels, exercent une influence comme « faiseurs d'opinion », elle s'engouffrerait à coup sûr dans une voie sans issue. A la fois parce que la complexité des états mentaux échappera toujours largement à l'investigation empirique des politistes mais aussi parce que les acteurs politiques, et l'on inclut ici les simples citoyens, exercent avant tout un *rôle* ; l'existence de ces rôles rend largement superflu ce type de recherche, sauf à la marge. Dans cette dernière hypothèse, il est de toute façon plus sage de laisser aux psychologues patentés l'étude des particularités individuelles de comportements lorsque celles-ci peuvent effectivement avoir quelque importance. De même que la science politique doit savoir importer le savoir des historiens pour comprendre certains effets de longue durée, il est utile d'emprunter aux psychologues des analyses solidement étayées. Mais le véritable objet de l'analyse politique, ce sont, comme Weber l'a souligné, les pratiques d'interaction. Délaisser, en science politique, l'étude des structures psychiques des individus ne signifie pas tourner le dos aux composantes émotionnelles de la vie politique mais au contraire les aborder avec un angle de vue qui demeure sociologique.

## **2). L'émotionnel, coeur de cible de la psychologie politique**

Ce qui distingue les enchaînements de phénomènes de l'univers physique et ceux de l'univers social, c'est l'existence d'une capacité réflexive des agents et l'omniprésence des biais émotionnels dans l'usage de cette capacité. Cette observation banale a des implications que l'on est très loin de prendre pleinement en compte en science politique. L'apparition de la psychologie politique dans le champ des problématiques de science politique, signale une confrontation hautement souhaitable à ces lacunes. Il n'est pas excessif de dire que c'est là, et là seulement, que se justifient son existence et son importance.

Il existe néanmoins de sérieux préalables à lever. Notamment sur ce que l'on entend sous le mot émotions<sup>2</sup>. Il est courant en effet de les réduire *de facto* aux intensités émotionnelles : l'enthousiasme ou la haine, la peur ou l'indignation, l'agressivité, les rivalités ; et cela, seulement quand elles conduisent à brouiller ce que les analystes froids appellent le jugement rationnel. D'où la problématique de l'opposition « rationnel/émotionnel » qui provoque tant de confusions et de malentendus. Les neurosciences nous apprennent pourtant que cette dualité n'a pas de réelle pertinence dans le fonctionnement du cerveau humain<sup>3</sup>, et l'observation fine des comportements humains révèle qu'il existe toujours une dimension émotionnelle, parfois infime en apparence, parfois

---

<sup>2</sup> Voir, dans le premier chapitre de Christian Plantin, *Les Bonnes raisons des émotions*, Berne, Peter Lang, 2011, une discussion des distinctions sémantiques entre les termes d'affect, d'émotion, de passion, de sentiment, et d'humeur.

<sup>3</sup> David Franks, « The Neuroscience of Emotions », in J. Stets, J.H. Turner (Eds.), *Handbook of the Sociology of Emotions*, New York, Springer, 2006, pp. 38-63. Également, Jaak Panksepp, *Affective Neurosciences. The Foundation of Human and Animal Emotions*, Oxford, Oxford University Press, 1998 ; Antonio Damasio, *L'Autre moi-même. Les nouvelles cartes du cerveau et des émotions*, Paris, Odile Jacob, 2010.

subtilement masquée, dans toute pratique sociale, toute expression d'opinion, toute forme de communication.

Prenons l'exemple du discours populiste et du discours expert, deux modes d'expression rhétorique très fréquents sur la scène politique<sup>4</sup>. Apparemment l'un et l'autre illustrent parfaitement l'opposition de l'émotionnel et du rationnel ; le premier parce que faisant appel à des sentiments primaires comme la peur, l'indignation, le besoin de croire au père Noël, il se montre souvent dédaigneux des faits qui contredisent ses analyses (à moins qu'il ne repose tout simplement sur beaucoup d'ignorance économique ou historique). Pourtant, il est souvent utilisé par des politiciens parfaitement calculateurs qui n'ignorent pas les gains politiques qu'ils peuvent en retirer en surfant sur ces émotions primaires. Du côté des simples citoyens, le refus entêté de certaines réalités insupportables relève d'une logique : celle de la réassurance ; il vise à protéger, le plus longtemps possible, des repères familiers contre des atteintes douloureuses venues de l'extérieur. En période électorale, les promesses inconsidérées qui jouent avec le désir d'illusions, constituent une exigence stratégique. On ne gagne pas une élection en privilégiant le plus strict réalisme. A doses toxiques ou homéopathiques, la rhétorique populiste est, en fait, *partout* présente, même si elle est plus visible et plus intense aux extrêmes de l'échiquier politique, là où l'on recourt plus particulièrement au registre de l'indignation bruyante, de la peur fantasmée, ou encore de la stigmatisation d'un bouc émissaire. Ce qui contraint à une certaine retenue, dans les partis à vocation gouvernementale, c'est la nécessité d'une image à préserver : image de responsabilité, de cohérence et de sérieux vis-à-vis des faits, tandis qu'au contraire, dans les partis confinés aux marges du système, le souci d'apparaître radicalement différents les pousse logiquement (« rationnellement », peut-on dire en un sens) à surenchérir dans les promesses « irrationnelles ».

A l'inverse du discours populiste, le discours expert s'appuie sur une analyse stricte des faits, et, chez les locuteurs, sur des titres de compétence censés indiscutables. C'est pourquoi il peut sembler fonctionner totalement en dehors du registre émotionnel, au moins tendancielle. Pourtant, il faudrait se pencher plus sérieusement aussi bien sur ses effets que sur ses conditions d'émergence. Il fonctionne en effet sur un schéma mental fondamental : celui du *savoir* opposé à l'ignorance ou à la croyance, c'est-à-dire sur l'exhibition d'une certaine supériorité qui produit de l'intimidation. D'où les réactions de rejet agressif qu'il suscite à coup sûr lorsqu'il ébranle des convictions ou des intérêts fortement investis. En raison de l'angoisse du vide, personne n'abandonne sans résistance des croyances fortes, quand bien même des experts en démontreraient l'inanité. Par ailleurs il y aurait lieu de s'interroger sur les conditions de production du savoir expert. Est-il vrai qu'il puisse s'imposer sans luttes de pouvoir, sans rivalités de personnes ou d'écoles ? Est-il concevable, en sciences sociales, que l'on puisse refouler tout biais de sympathie partisane, s'affranchir de tout pré-jugé conscient ou inconscient, et même atteindre la froideur clinique de l'analyse sans être mû par une forme de *passion du vrai*, destructrice d'empathie ?

Une autre façon de souligner l'omniprésence de la dimension émotionnelle dans la vie politique est de s'interroger sur le mode communicationnel<sup>5</sup>. Comme toute forme de vie sociale, la scène politique est surchargée de communication. Les êtres humains échangent en

---

<sup>4</sup> Christophe Traïni, *Émotions et expertises. Les Modes de coordination des actions collectives*, Rennes, PUR, 2015, p.15 sq.

<sup>5</sup> « A central aspect of the art of political persuasion is creating, solidifying and activating networks (*dans le cerveau humain*) that create primarily positive feelings toward your candidate or party and negative feelings toward the opposition ». Drew Westen, *The Political Brain*, New York, Public Affairs, 2007, p. 85.

permanence des informations et, en permanence, ils cherchent à influencer ou à convaincre, qu'il s'agisse de gérer des situations d'incertitude, réguler des conflits, proposer des idéaux, mobiliser des solidarités. Or tout travail de communication n'est possible que fondé sur une hypothèse minimale de confiance, de la part du récepteur à l'égard du locuteur. Sans elle aucune communication ne fonctionne. En outre on sait l'importance de l'empathie dans la construction de la confiance, et, par conséquent, dans l'efficacité du travail de conviction. Inversement la méfiance introduit de sérieux biais dans la transmission des messages qu'elle tend à distordre ou à refouler. Dans l'immense intervalle qui sépare la confiance aveugle de la méfiance absolue, se situe toute une gamme de dispositions émotionnelles porteuses de conséquences. Elles sont d'une variabilité infinie mais se situent toujours quelque part sur le terrain de la remise de soi, accordée ou refusée. Il est donc impossible de concevoir des échanges de messages dont la signification ne soit pas affectée par un halo émotionnel, même s'il est parfois quasi indiscernable à première vue. On communique toujours pour *assurer* quelque chose (dimension assertive), et pour *rassurer* ou *insécuriser* quelqu'un (dimension émotionnelle) ; pour transmettre des informations, affirmer des valeurs (offrir des repères), ou, au contraire, bousculer des savoirs, ébranler des convictions tenues pour acquises (violence symbolique). La communication politique se situe en permanence dans un univers de craintes et d'espérances, de certitudes et d'incertitudes que tout locuteur s'efforce de réduire ou d'activer.

La forclusion de l'émotionnel comme dimension permanente et constitutive de toute vie politique se donne à voir dans deux types de constructions discursives privilégiées par les acteurs. C'est d'abord la réduction de l'émotionnel à de l'excès, dénoncé d'ailleurs plutôt chez les adversaires. « Vous proposez une politique de la peur... » ... « Vous êtes des marchands d'illusions... », sans parler du lieu commun de la stigmatisation de la violence (celle de l'autre). Ce sont des idiomes rhétoriques particulièrement fréquents dans les joutes politiques<sup>6</sup>. Certes la volatilité d'émotions primaires comme la peur, l'enthousiasme, l'agressivité ouverte, provoque fréquemment de graves troubles politiques, ce qui justifie bien des mises en garde. Mais, on vient de le souligner, ce n'est pas la seule forme de présence de l'émotionnel en politique. Autre catégorie de narration forclusive, le cantonnement strict du vocabulaire que l'on pourrait appeler, un peu rapidement, psychologique. Qui ne voit pourtant que le succès de mobilisations protestataires ne dépend pas que de la colère ou de l'indignation des participants, les seules dispositions psychologiques aisément admises ; il se fonde aussi sur des sentiments aussi hétérogènes que le plaisir ludique de se retrouver ensemble, le désir fusionnel d'absorption dans la masse, l'idéalisation de soi dans la fierté d'être là, solidaire de victimes, ou/et, dans un tout autre registre, l'agressivité, le refus de l'autre, la jalousie sociale, le sentiment de n'être pas suffisamment reconnu, voire d'être méprisé. Sur le terrain différent des motivations de l'engagement, si le désir de servir est couramment allégué par les intéressés et l'ambition couramment dénoncée par les tiers, combien d'autres dimensions émotionnelles demeurent soigneusement occultées : l'ennui, la cupidité, la vanité et, plus largement, le besoin narcissique d'affirmation de soi ou la soif d'être « reconnu » ; jusque dans leurs dimensions pathologiques.

La psychologie politique ne peut éviter de recourir à des concepts importés de la psychologie, mais en ne perdant pas de vue qu'il s'agit de se procurer *un outillage pour sociologue* (Goffman), ce qui induit une sélection, et même une simplification réductrice que les vrais psychologues pourront, à juste titre, considérer comme abusive. Bien entendu, la

---

<sup>6</sup> Marion Ballet, *Peur, espoir, indignation, compassion. L'appel aux émotions dans les campagnes présidentielles (1981-2007)*, Paris, Dalloz, 2012.

psychologie politique n'a pas non plus à substituer systématiquement un vocabulaire psychologique au vocabulaire politique. En revanche elle doit interroger les effets de masque du langage de la politique : par exemple, le mot Liberté (dans liberté du commerce, liberté d'expression...) comme justification, dans certains contextes, de formes indiscutables d'agressivité ; la revendication d'Égalité comme légitimation, dans certains secteurs de l'opinion publique, de dispositions envieuses. Etc... Elle doit rechercher les raisons stratégiques de cette occultation des sentiments sous-jacents à des comportements politiques banals (dans l'exercice du pouvoir ou dans les mobilisations contestataires) ; en identifier les effets de rétroaction sur les dynamismes émotionnels de la vie politique. Les stigmatisations de l'émotionnel comme les exclusions de sa visibilité sont des terrains de recherche fructueux pour mieux comprendre le fonctionnement de la scène politique.

### **3). Dynamiques émotionnelles et dispositifs de pouvoir**

S'il convient de laisser aux psychologues le soin de sonder « les reins et les cœurs » des êtres humains singuliers, en revanche il importe aux politistes de s'intéresser aux dynamismes émotionnels qui traversent tous les aspects du social, et singulièrement la scène politique. Et cela parce que ce sont des « faits sociaux ». D'où surgissent-ils ? Comment les appréhender ?

Deux problématiques permettent d'envisager des éléments de réponse : celle du calcul coûts/avantages issu de la théorie de l'acteur rationnel, mais enrichie et réinterprétée ; celle du symbolique, défini d'une manière qui rende le concept opérationnel pour le décryptage du politique. A partir de ces deux paradigmes classiques, il est possible de pleinement donner à voir l'importance des formatages émotionnels par des dispositifs de pouvoir.

*Le paradigme du calcul coût/avantage.* Il est aujourd'hui souvent décrié ou ignoré, mais pour des raisons qui tiennent surtout à l'appauvrissement délibéré qui en a été proposé par les économistes et sociologues soucieux avant tout de mesurer et quantifier. Il leur paraissait suffisant, dans leur champ de recherche tout au moins, de s'en tenir à l'identification de coûts et de gains purement matériels (ou matérialisables) dans le calcul d'optimisation qui détermine le comportement de l'acteur « rationnel ». Dans la sphère économique surtout, les coûts et les gains mesurables en termes financiers ont le double mérite de sembler suffisamment décisifs pour expliquer les choix d'acteurs, et de se prêter à une quantification sophistiquée. Pourtant, même en ce domaine, des auteurs ont attiré l'attention sur des catégories de gains (et de coûts) non financiers. Une entreprise peut avoir des problèmes d'images ; des dirigeants peuvent être mus par une ambition agressive de domination. Parmi les consommateurs, certains privilégient un mode de vie ostentatoire, attribuant aux objets une valeur narcissique décisive (Jean Baudrillard) ; d'autres, un mode de vie économe dominé par la recherche de biens non financiers comme la tranquillité d'esprit, une vie en harmonie avec la nature ou en conformité avec des valeurs ascétiques (Richard Easterlin). Il est clair que, dans la sphère politique, la réduction « économiste » du calcul coûts-avantages se révèle encore plus problématique pour éclairer des phénomènes tels que les mobilisations protestataires, l'engagement militant, le style d'exercice du pouvoir aux sommets de l'Etat, malgré nombre de tentatives effectuées dans cette direction depuis Anthony Downs. D'où le rejet du paradigme coûts/avantages, avec l'erreur commise de jeter le bébé avec l'eau du bain.

En réalité tout comportement d'acteur, quel qu'il soit, peut et doit être décrypté à la lumière d'un calcul coûts/avantages effectué en situation d'information imparfaite, mais à condition d'en étendre considérablement le sens et la portée. Ernest Gellner, critiquant ce paradigme, avait raison de souligner que nombre de comportements d'acteurs sont simplement motivés par le souci de « rester dans le jeu » ; mais il restait court sur les implications de son argument qui suggère un « avantage » à rester dans le jeu (sécurité ou/et estime de soi par exemple), et un coût à s'en faire exclure (perte de reconnaissance)<sup>7</sup>. Les élargissements du paradigme « économiste » sont à considérer à deux niveaux. Le premier réside dans le fait que le « calcul » comporte nombre d'éléments inconscients, mais néanmoins prégnants. Michel Crozier avait déjà attiré l'attention sur cette dimension<sup>8</sup>. Le phénomène résulte aussi bien d'habitudes ancrées, de préjugés latents, que d'informations enfouies par paresse ou par refoulement. Il est psychologiquement coûteux d'interroger à chacun instant ses habitudes, coûteux de s'en prendre à des préjugés satisfaisants pour l'esprit, coûteux encore de réfléchir en profondeur aux arrière plans d'une information superficielle tenue pour valide. Tant la psychanalyse que les sciences du cerveau convergent pour souligner l'importance à ce titre du travail infra-conscient dans nos délibérations quotidiennes.

Plus important encore, le fait qu'il est « rationnel », c'est-à-dire parfaitement logique dans la perspective de l'optimisation des choix, de prendre en considération, consciemment ou inconsciemment, la recherche de gains et l'évitement de coûts *non matériels*. Ce sont des satisfactions émotionnelles qui relèvent du principe de plaisir (l'*utilité* élargie), et des frustrations qui renvoient à une forme ou l'autre de souffrance ou de blessure. L'engagement politique, par exemple, peut être largement motivé soit par le souci de s'identifier à une grande Cause ou celui du service d'autrui ; mais aussi par le simple désir de notoriété, la quête de popularité, le besoin de fuir l'ennui d'une condition professionnelle jugée peu attrayante. Ces formes de gratifications qui peuvent avoir un grand prix, relèvent d'une *recherche d'estime de soi* (une dynamique majeure dans la construction des comportements individuels agrégés). Symétriquement, l'engagement implique aussi des coûts émotionnels tels que le sacrifice de bien des plaisirs de la vie privée, le stress d'une mobilisation permanente, les duretés d'une exposition dangereuse à la critique, voire à la perfidie ou à la haine des rivaux aussi bien que des adversaires.

*La problématique du travail symbolique.* Elle constitue l'autre voie d'entrée majeure dans le repérage des dispositifs émotionnels de pouvoir. On peut définir le symbolique comme la surcharge de connotations cognitives et émotionnelles qui affecte un système de signes. Cette dimension symbolique s'investit par exemple sur des objets matériels comme un drapeau, un monument, et plus largement, une architecture, un urbanisme, voire un paysage, etc... Elle est présente dans ces mots-clés du langage politique qui, dans des contextes déterminés, ont la capacité de mobiliser des foules, de susciter ferveur, dévouement, fierté, recueillement (ou ... répulsion). Elle donne sens à ces séquences ordonnées de comportements que sont les cérémoniaux et les rituels de la vie publique, ces narrations élaborées grâce auxquelles des groupements sociaux, sinon même des classes ou des nations, disent leur histoire, définissent leur identité, se projettent dans le futur<sup>9</sup>. L'omniprésence du

---

<sup>7</sup> Ernst Gellner, « L'Animal qui évite les gaffes, ou un faisceau d'hypothèses », in P. Birnbaum, J. Leca (Dir.), *Sur l'Individualisme. Théories et méthodes*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, chap. 1<sup>er</sup>.

<sup>8</sup> Michel Crozier, Erhard Friedberg, *L'Acteur et le système*, rééd., Paris, Seuil, 1981.

<sup>9</sup> Philippe Braud, *L'Émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, pp. 73-139.

symbolique dans la vie social soulève de nombreux questionnements : Comment ces systèmes de riches connotations se mettent-ils en place ? Pourquoi peuvent-ils, avec le temps, s'enrichir ou, au contraire, progressivement dépérir, voir devenir totalement inintelligibles ? D'où vient cette capacité, commune à tous les « objets symboliques », de pouvoir susciter des projections émotionnelles suffisamment intenses pour produire des comportements politiques repérables par l'observateur ? Dans quelles circonstances cette efficacité du symbolique se manifeste-t-elle, et dans quelles autres peut-elle demeurer latente ? Il est clair que la réponse à ces questions ne réside pas dans une mystérieuse essence de ces objets, de ces mots ou de ces séquences de gestes, dans ce qui serait un élément consubstantiel à leur existence. Il convient de repérer un travail social et politique de construction sociale du sens. Et là encore ce sont des dispositifs de pouvoir, institutionnalisés ou non, centralisés ou diffus, socio-culturels ou politiques au sens étroit du terme, qui se révèlent à l'œuvre.

*L'action des dispositifs de pouvoir.* Elle se donne à voir à tous les niveaux de ces deux paradigmes. Le travail du symbolique est plus spécialement dominé par des luttes, ouvertes ou feutrées, pour imposer le sens légitime. Travail initial d'exégèse et d'interprétation pour orienter le sens, *versus* travail continu pour conserver au signifiant sa capacité d'évocation, l'enrichir ou l'infléchir ; travail d'interprétation et réinterprétation mené par des acteurs institutionnels, *versus* travail diffus sur un marché compétitif des idées dont surgissent des « effets de sens émergents ». L'intelligibilité politique d'un symbole se constitue dans une socio-génèse singulière caractérisée par des luttes de sens (Bourdieu) et des effets d'hégémonie plus ou moins masqués des interprètes « autorisés ». Ce travail complexe de construction et d'enrichissement des connotations se prolonge dans la codification des émotions convenables, qu'il faut sinon ressentir, du moins afficher, dans les situations où opère l'efficacité du symbolique. Respect et retenue dans les cérémonies publiques, indignation ou colère dans les manifestations protestataires, adhésion extérieure aux valeurs réputées consensuelles, comme la Liberté, l'Égalité, la Laïcité dans l'univers symbolique républicain.

Les coûts et gratifications qui poussent l'acteur (ou l'agent) à agir sont le produit émergent de logiques sociales. La vie politique démocratique, par exemple, en tant qu'espace de concurrence pour l'accès au pouvoir et espace de critique des conditions dans lesquelles il s'exerce, met en place des systèmes spécifiques de récompenses ou de coûts émotionnels. Ils sont formatés par l'activité d'institutions diverses, notamment les partis politiques et les médias. D'abord parce que ces derniers constituent des *dispositifs de sensibilisation émotionnelle*<sup>10</sup> (Traïni) à des enjeux autour desquels vont se constituer les opinions du public. Pour mobiliser un électorat (partis politiques), pour fidéliser ou élargir une audience (médias), ils ne se contentent pas de proposer ou d'informer sèchement : leurs discours sur les « enjeux » ou les « problèmes » sont toujours enveloppés d'un halo d'affects plus ou moins épais où dominant en général la fierté, la peur, l'indignation, mais aussi beaucoup de nuances plus subtiles d'empathie et de phobie. Sensibilisation explicite ou indirecte, sensibilisation liée au contenu des messages ou aux éléments de leur mise en scène.

Il faut aussi considérer ces institutions en tant que dispositifs producteurs de satisfactions émotionnelles. L'organisation interne d'un parti est pourvoyeuse de mandats et de responsabilités gratifiantes pour le narcissisme, en termes de pouvoir, de notoriété, de popularité. Un parti constitue également un tremplin presque incontournable dans la

---

<sup>10</sup> Christophe Traïni, op. cit. p. 19.



construction d'une image politique forte, notamment par le jeu des investitures aux mandats électifs. Enfin en tant qu'organisation de combat, il légitime la mobilisation d'agressivité aussi bien contre les adversaires (à l'extérieur du parti) que contre les rivaux (en son sein). Enfin les partis politiques, mais ici ils partagent cette fonction avec les médias et diverses instances de socialisation, dégagent des repères et des références à l'aune desquels sera distingué ce qui mérite d'être admiré et ce qui doit être stigmatisé. Les valeurs auxquelles sont censés se référer les êtres humains dans leurs comportements quotidiens, sont des boussoles émotionnellement investies par l'idée du Bien à révéler et du Mal à prendre en horreur. En fait les valeurs (*values*), tendanciellement réifiées, doivent être distinguées des évaluations en situation (*valuations*) (John Dewey<sup>11</sup>) qui s'inspirent parfois très librement des valeurs alléguées. Mais dans tous les cas, le halo émotionnel joue un rôle décisif de légitimation, dans l'ordre de la justification (Boltanski) et de l'idéalisation de soi.

Bien plus que l'étude des motivations psychologiques des individus, c'est donc l'élucidation fine du système de logiques émotionnelles à l'œuvre, qui permet d'identifier sociologiquement les fondements du comportement social.

Philippe BRAUD, Professeur des universités émérite, à Sciences Po Paris.

---

<sup>11</sup> John Dewey, *Le Public et ses problèmes*, Trad., Paris, Gallimard, 2010.